

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

COMMISSARIAT A LA
SECURITE ALIMENTAIRE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

ANALYSE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU MALI (CAMPAGNE AGRICOLE 2008-2009)

Février 2009

TABLE DES MATIERES

1. EVOLUTION DES PRIX	3
2. POLITIQUE COMMERCIALE EN VIGUEUR	6
3. ANALYSE DE LA VULNERABILITE :	6
3.1. ZONE A RISQUE.....	6
<i>CARTE N°1 : ZONES A RISQUE</i>	7
3.2. POPULATION VULNERABLE IDENTIFIEE EN MARS 2009	8
3.3. SITUATION NUTRITIONNELLE	8
3.4. ACTIONS D'ATTENUATION EN COURS ET/OU PROGRAMMEE.....	10
4. MESURES PRISES PAR L'ETAT EN 2009 POUR LE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE	11

1. Evolution des prix

Les marchés céréaliers sont correctement approvisionnés malgré la hausse des prix.

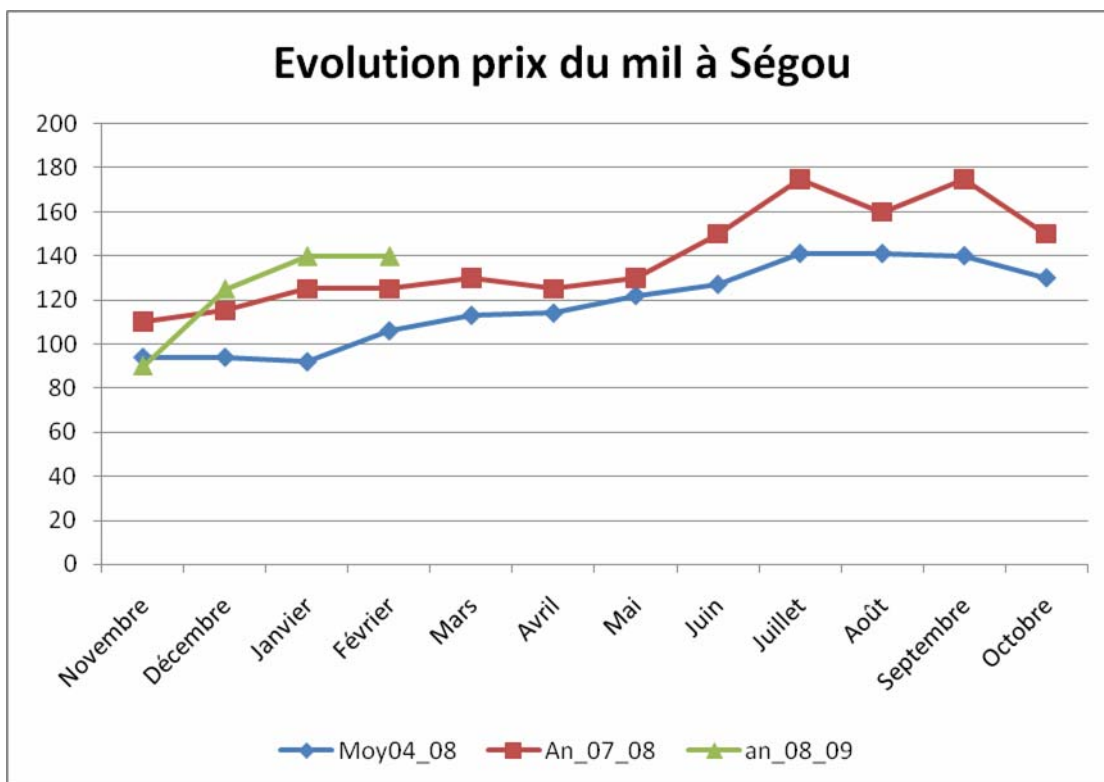
Le niveau élevé des prix des céréales mil, sorgho, maïs et riz en dépit de la bonne production nationale s'explique entre autres raisons par :

- la cherté de la vie dans sa généralité qui pousse les producteurs à un alignement des prix des céréales sur ceux des autres biens de première nécessité,
- le niveau déjà élevé des prix des mil, sorgho, maïs et riz en début même de la campagne de commercialisation au sortir de la soudure,
- l'augmentation réelle des coûts de production, intrants et main d'œuvre (par exemple, un ha de riz qui était récolté à 20.000 F CFA est passé aujourd'hui à 35.000F à Mopti et à Ségou),
- pour cette campagne les besoins financiers des producteurs sont en bonne partie couverts entre autres par les ventes des cultures secondaires comme, l'arachide, le niébé et le sésame qui ont donné des productions record dans tout le pays,
- dans les zones CMDT, le coton n'ayant pas été beaucoup cultivé, les paysans sont moins endettés et peuvent alors différer la vente de leurs productions céréalères mil, sorgho, maïs,
- dans les zones CMDT, le paiement effectif du prix du coton 30 jours environ après la livraison,
- l'achat au comptant à 500 F/kg du riz Paddy Nérika (R1) et (R2) semences dans la région de Sikasso,
- la sensibilisation des producteurs pour la constitution de stocks familiaux conséquents et à ne pas brader leurs stocks a impacté également la mise en marché des céréales,
- l'organisation actuelle du monde rural (organisations paysannes, coopératives, associations, syndicats agricoles, etc...) avec une capacité réelle de négociation commerciale,
- enfin mais surtout l'amélioration notoire des moyens de communication entre les villes et les campagnes, entre les producteurs et les consommateurs grâce à la téléphonie mobile.

Cette année, la période de baisse des prix à la récolte-battage a été de très courte durée, moins d'un mois. Considérant que :

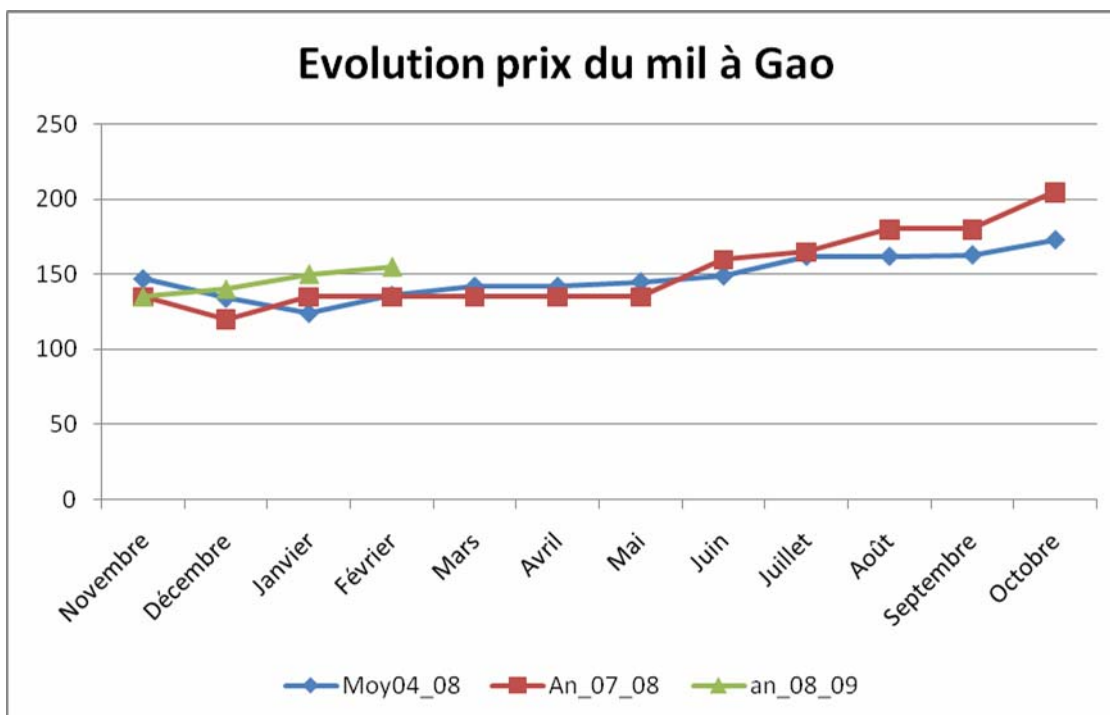
- les opérations d'achats importants privés ou institutionnels se poursuivront probablement jusqu'en mars 2009,
- mars est considéré comme la fin des récoltes battages,
- avril est le début de la période de hausse saisonnière des prix des céréales,
- plusieurs facteurs évoqués comme raisons de la hausse des prix sont exogènes et s'inscrivent dans la durée,

Tout porte à croire que la tendance haussière actuellement observée devrait se poursuivre sur les marchés nationaux et pour toutes les céréales mil, sorgho, maïs et riz. Cependant, plus la campagne de commercialisation avance, plus cette hausse devrait diminuer d'amplitude en raison du retrait progressif de certains demandeurs. L'arrivée sur les marchés des productions nationales de contre saison d'une part, et du maïs et des tubercules de Côte d'Ivoire, d'autre part, devrait permettre de maintenir stables les prix maïs à des niveaux déjà élevés.



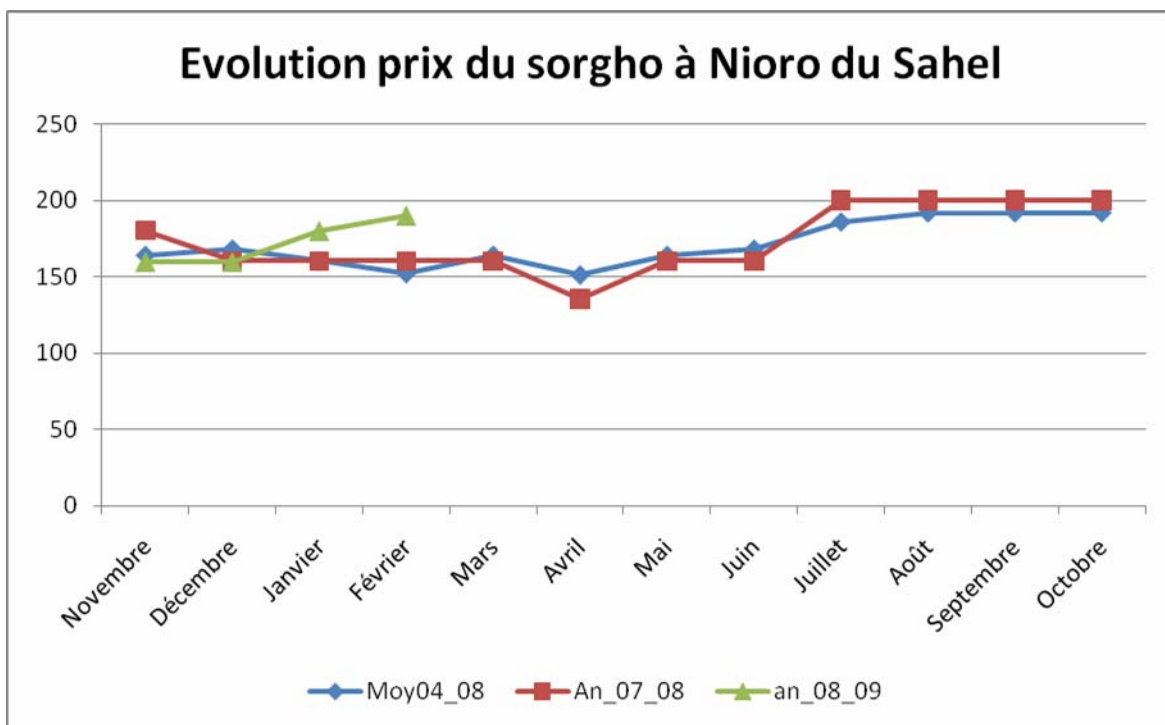
Source : SAP

Les marchés sont bien approvisionnés en céréales d'origine locale. Le prix du mil après avoir connu une légère baisse en novembre 2008, est en hausse sur le marché de Ségou. Son niveau est nettement supérieur à celui de 2007-2008 et à la moyenne des 5 dernières années malgré la bonne production de la région. Cependant, l'amplitude de la hausse commence à baisser.



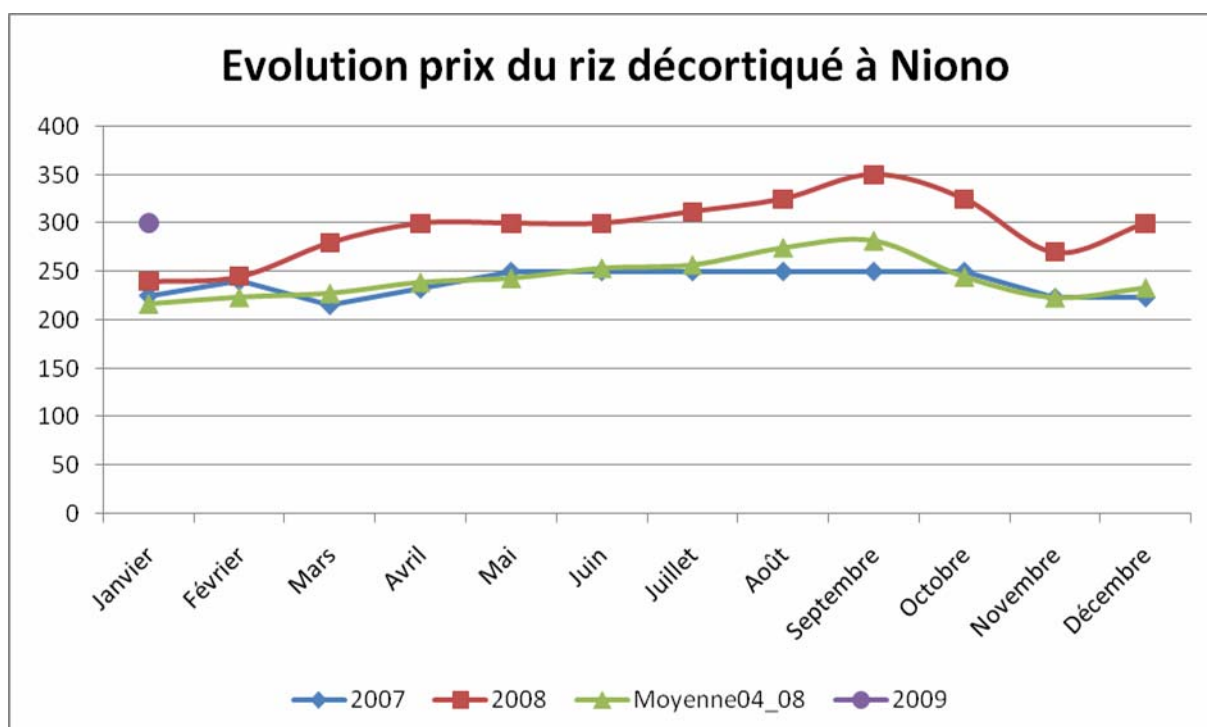
Source : SAP

A Gao, zone de consommation, le niveau des prix du mil est légèrement supérieur à celui de 2007-2008 et de la moyenne des 5 dernières années. Cependant, on observe une baisse de l'amplitude de la hausse.



Source : SAP

Les approvisionnements sont corrects sur les marchés. Le prix du sorgho est en hausse avec un niveau supérieur à celui de l'année dernière et de la moyenne des 5 dernières années.



Source : SAP

Depuis 2008, le prix du riz s'est hissé à des niveaux élevés, supérieurs à ceux de 2007 et à la moyenne des 5 dernières années. En octobre et novembre, des baisses ont été remarquées mais elles furent de courte durée puisqu'en décembre période de récolte une hausse a été constatée et elle se poursuit à présent (voir raisons probables plus haut).

2. Politique commerciale en vigueur

Face à la flambée des prix des produits de première nécessité, le gouvernement a pris des mesures pour exonérer certains produits dont le riz, l'huile, le lait, les pâtes alimentaires.

Le montant global des manques à gagner lié à des exonérations du 1^{er} avril au 30 septembre 2008 s'élève à environ 13 milliard 700 millions de francs CFA. Cette valeur a porté sur 122 300 tonnes de riz, 5 300 tonnes de lait, 26 000 tonnes d'huiles et 735 tonnes de pâtes alimentaires. Le tableau ci-dessous résume la situation.

Tableau N° 1 : Exonération par produits alimentaires du 1er Avril au 30 Septembre 2008

PRODUITS	POIDS NET	VALEURS	EXONERATIONS
RIZ	122 326 101	19 028 542 786	5 704 756 227
LAIT	5 326 088	9 800 321 754	2 459 690 696
HUILES	26 011 270	12 744 508 190	5 429 094 630
PÂTES ALIMENTAIRES	734 500	230 901 260	98 779 559
TOTAL	154 397 959	41 804 273 990	13 692 321 112

Pour soulager les ménages aux revenus modestes et permettre à la population de bénéficier de l'exonération, il avait été mis en place en 2008, 120 magasins témoins qui devaient vendre le riz à un prix plafond 310 F.CFA. Ils sont ravitaillés par les grossistes qui avaient bénéficié de l'exonération.

Dans le cadre de l'initiative riz, les pouvoirs publics ont initié une politique de commercialisation qui s'attache à sauvegarder les intérêts des producteurs, des commerçants et des consommateurs. Dans le souci de rendre les céréales disponibles à des prix accessibles à la population, un protocole d'accord a été signé le 7 février 2009 entre le ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Commerce, l'Assemblée permanente des chambres d'agricultures du Mali et la Chambre de commerce et d'industrie du Mali.

Par cet accord, les producteurs s'engagent à céder le kilogramme du riz au prix maximum de 250 F. CFA. Les commerçants ayant bénéficié de cette mesure doivent faire en sorte que leurs collègues détaillants puissent vendre le riz à un prix maximum de 300 F. CFA le kilogramme. Les magasins témoins » mis en place lors de l'opération d'exonération de l'année 2008 seront ravitaillés.

3. Analyse de la vulnérabilité :

3.1. Zone à risque

La situation alimentaire est la résultante de l'analyse approfondie :

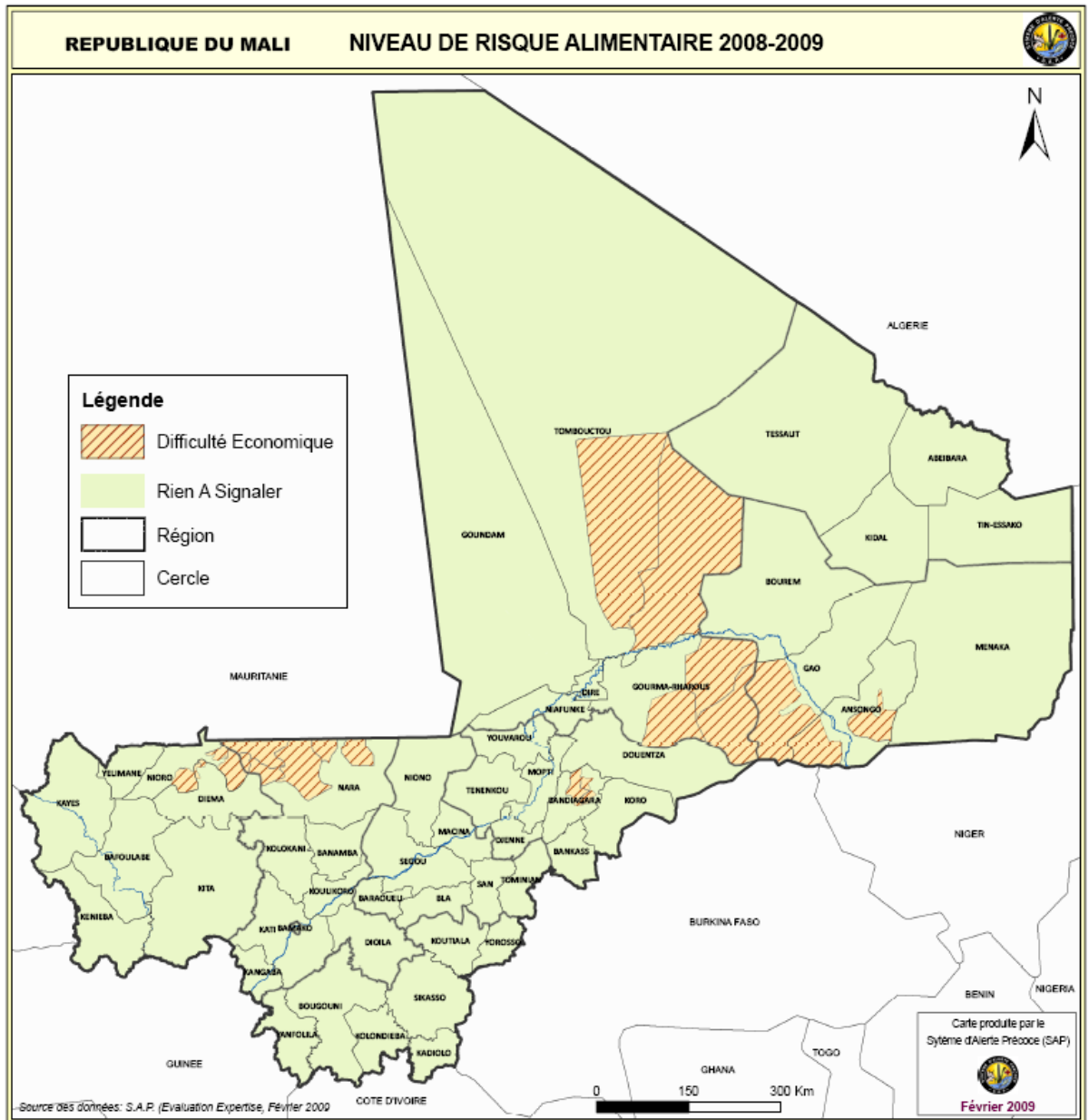
- des résultats définitifs des différents systèmes de production (agriculture, élevage, pêche) qui sont jugés bons dans l'ensemble,
- des perspectives de contre saison qui sont bonnes,
- de l'évolution des sources de revenus monétaires (exode, maraîchage, vente de bétail et poisson, arboriculture, pastèques, arachides, niébé, sésame...).
- des stratégies d'adaptation spécifiques des populations,
- des pronostics de prix élevés pour toutes les céréales.
- et de la production céréalière satisfaisante dans la sous région sahélienne,

A l'issue de l'analyse transversale de ces différents indicateurs, le SAP a pronostiqué que la majorité des populations des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal et Bamako ne connaîtra pas de problèmes alimentaires majeurs durant la campagne de commercialisation 2008-2009.

Les perspectives alimentaires sont globalement bonnes pour 2009. Cependant, le SAP a classé 24 communes en **difficultés économiques** (faible niveau de vulnérabilité) en raison de la chute de leurs productions agricoles et/ ou revenus et toutes les autres communes en **RAS ou situation alimentaire normale**.

Aussi, s'il est vrai que la hausse des prix des céréales profite au monde rural de façon générale, il n'en demeure moins qu'elle affecte le milieu urbain et singulièrement les populations à faibles revenus fixes et seule une étude approfondie pourrait cerner tous les contours de ce problème assez complexe.

Carte n°1 : zones à risque



3.2. Population vulnérable identifiée en mars 2009

La population identifiée à faible vulnérabilité en mars 2009 est estimée à 316.669 personnes dont 65.971 pour les pasteurs de Tombouctou et Gao.

Tableau N° 1 : Répartition des populations vulnérables par commune

Région	Cercle	Ex-arrondissement	Communes	Population
Kayes	Diéma	Bema	Fasou Debé	24982
			Guedebiné	4757
	Nioro	Trougoumbé	Trougoumbé	12689
			Baniéré Koré	6140
		Korera Koré	Korera Kore	18798
		Simbi	Simbi	16012
Total région	6			83.378
KOULIKORO	Nara	Nara central	Guénèlbé	7949
			Koronga	10058
		Ballé	Allahina	10317
			Dabo	8437
			Dogofry	30970
		Dilly	Dilly	36439
Total région	6			104.170
MOPTI	Bandiagara	Bandiagara	Soroly	7290
		Kani-Gogouna	Wadouba	26753
		Kendié	Kendé	5485
			Kendié	23622
Total région	4			63.150
TOMBOUCTOU	Gourma-Rharous	Gossi	Gossi	12016
		Inadiatafane	Inadiatafane	5279
		Ouinerden	Ouinerden	4810
	Tombouctou	Ber	Ber	10000
		Tin Aguel hadj	Salam	9225
Total région	5			41.330
GAO	Gao	In-Tillit	IN'tillit	12797
	Ansongo	Ansongo	Tin Hamma	4430
		Tessit	Tessit	7414
Total région	3			24.641
Total Général	24			316.669

3.3. Situation nutritionnelle

Le suivi de la situation nutritionnelle s'est déroulé au cours de ces dernières années à travers deux types d'enquête :

Enquête de base :

L'analyse des deux passages de l'enquête nutritionnelle montre que :

- les taux de prévalence de la malnutrition aigue des enfants de 0 à 59 mois sont moyens comparés aux seuils de l'OMS (5 à 9 %),

- les taux de prévalence de la malnutrition chronique des enfants de 0 à 59 mois sont moyens comparés aux seuils de l'OMS (20 à 29%)
- les taux de prévalence de l'insuffisance pondérale sont jugés élevés comparés au seuil de l'OMS (20 à 29 %)
- les taux de déficit énergétique chez les mères sont plus bas que ceux de l'EDSM IV en 2006 qui était de 14%.

A l'issue des deux passages de l'enquête de base sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition, 76 sites sentinelles ont été choisis et qui sont repartis sur l'ensemble du pays et distribués dans 12 systèmes de vie.

Tableau N° 2 : Taux de malnutrition pour les enfants de 0-59 mois et les femmes en âge de procréer :

Indicateurs	Juin 2007	Mars 2008
Emaciation	9,7 %	6,1%
Retard de croissance	25,3%	25,7%
Insuffisance pondérale	26,3%	23,3%
Déficit énergétique chez les femmes en âge de procréer	8,3%	8,1%

Source SAP.

Ces indicateurs selon les résultats de l'EDSM IV restent encore préoccupants (tableau ci dessous)

Indicateurs	EDS IV 2006
Emaciation	15%
Retard de croissance	38%
Insuffisance pondérale	27%
Déficit énergétique chez les femmes en âge de procréer	14%

Cependant, des actions importantes sont en cours depuis 2006 dont un programme national de prise en charge de la malnutrition aigue et des campagnes bi annuelles de supplémentation en vitamine A et de déparasitage des enfants de 6 à 69 mois et des femmes dans le post partum immédiat avec des taux de couverture de plus de 85% à chaque passage.

Sur un objectif national de 60% de prise en charge des cas de malnutrition aigus dépistés, les résultats de 2008 montrent une prise en charge de 30%.

Une enquête nutritionnelle nationale selon la méthode SMART est planifiée d'ici la fin de l'année 2009.

Enquête site sentinelle :

Les résultats les plus récents émanent de l'enquête auprès de ces sites sentinelles de septembre 2008 (76 villages ou fractions). Elle a concerné un échantillon de 71 sites sentinelles sur les 76 prévus pour la surveillance alimentaire et nutritionnelle. Les 5 autres sites situés dans la région de Kidal n'ont pu être enquêtés pour cause d'insécurité.

L'enquête a porté sur 1081 ménages, 2348 enfants de 0 à 59 mois et 1675 mères d'enfants de 0 à 59 mois.

Selon cette enquête dont les résultats sont représentatifs au niveau de l'échantillon, la situation sanitaire et nutritionnelle se présente comme suit :

Pour les enfants de 0-59 mois :

- le taux de prévalence de la malnutrition aigüe ou émaciation est de 11,9% et jugé élevé comparé au seuil élevé de l'OMS (10 à 14%),
- Le taux de prévalence de la malnutrition chronique ou retard de croissance est de 30% et jugé élevé comparé au seuil élevé de l'OMS (30 à 39 %),
- Le taux de prévalence de l'insuffisance pondérale est 21,9% et jugé également élevé comparé au seuil élevé de l'OMS (20 à 29 %)
- 54% des enfants sont tombés malades au cours des deux semaines ayant précédé le passage des enquêteurs. Le paludisme présumé 30,6%, les IRA (29,1%) et la diarrhée (14,4%) constituent les principaux facteurs de morbidité rencontrés chez les enfants.

Pour les femmes en âge de procréer :

- Le déficit énergétique chronique chez les mères est de 15,6 % et l'obésité 7,2 %.
- La carence en vitamine A, explorée cliniquement par la présence de la cécité nocturne, affecte 4,7% des mères.
- La carence en vitamine iode explorée cliniquement par la présence du goitre visible, est observée chez 3,8% des mères. Il faut toutefois signaler que le sel iodé conformément aux directives du pays est consommé par 90% des ménages.
- La carence en fer explorée par la présence de la pâleur conjonctivale a été observée chez 34,9% des mères dont 6% de forme sévère.

En somme, la situation nutritionnelle reste préoccupante en cette période de soudure au regard aux taux de malnutrition élevés pour les différents types de malnutrition.

3.4. Actions d'atténuation en cours et/ou programmée

Aucune action d'atténuation n'est actuellement en cours et d'ailleurs le niveau du risque alimentaire est faible cette année. Cependant, le SAP a formulé quelques recommandations d'ordre conjoncturel et structurel qui sont les suivantes :

- 1- En raison des prix élevés des céréales et du risque d'érosion du pouvoir d'achat singulièrement pour les populations à revenus fixes et/ou bas notamment dans les grands centres urbains du pays, le groupe SAP recommande :
 - la réalisation d'une enquête économique nationale rapide en milieu urbain afin de mieux cerner les effets de la vie chère sur les ménages, sous la coupe de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique, de l'Observatoire du Développement Humain Durable, etc.
- 2- En raison des bonnes productions de cette campagne agricole 2008-2009 et malgré le niveau élevé des prix des céréales mil, sorgho, maïs, riz, qui probablement ne baissera pas dans l'immédiat, le groupe national SAP recommande:
 - a. la poursuite immédiate de la reconstitution de tous les stocks institutionnels (SNS, SIE, Banques de céréales, ONG, autres stocks) ;
 - b. le renforcement des capacités des acteurs dans le cadre de la transformation des productions agro-alimentaires.
- 3- Vu la menace des oiseaux granivores sur les cultures de contre saison, il est urgent :
 - a. de renforcer la lutte anti aviaire dans le but de minimiser les dégâts sur ces cultures qui seront d'une importance capitale en début de soudure;
 - b. de renforcer les brigades villageoises en matériel adapté (filets..) et rendre disponible les produits phytosanitaires dans les zones endémiques du Sahel Occidental et sur le Plateau Dogon pour la prochaine campagne agricole ;
 - c. poursuivre et étendre les traitements des chenilles et cochenilles sur les arbres fruitiers dans le sud du pays en vue de mieux valoriser la production.
- 4- En vue de générer, à court terme, des revenus monétaires pour les populations afin de maintenir ou d'améliorer leur pouvoir d'achat, le Gouvernement et ses Partenaires doivent poursuivre le financement des activités de production à cycle court (maraîchage, culture de contre saison) et génératrices de revenus (embouche ovine, bovine, volaille, etc ...) singulièrement au profit des femmes.
- 5- Pour améliorer la disponibilité notamment de riz à la soudure, le groupe national SAP recommande de prendre des dispositions pour mettre en œuvre les appuis prévus au cours de la campagne de contre-saison les producteurs dans le cadre de l'initiative riz.

- 6- En vue d'améliorer la disponibilité des céréales
 - a. dans les zones structurelles déficitaires dans les régions de Kayes (nord), Tombouctou, Gao et Kidal, il est recommandé que l'OPAM poursuive les ventes d'intervention dans les localités.
 - b. spécifiquement de la région de Kidal, en raison de l'insécurité qui perturbe les circuits d'approvisionnement classiques, l'Etat et à ses Partenaires devraient prendre toutes les dispositions pour approvisionner correctement cette région en céréales notamment le riz.

- 7- Vu le niveau actuellement élevé des prix des céréales, qui frappe essentiellement les consommateurs urbains, le groupe SAP recommande la réalisation de travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre rémunérée en cash dans les villes en vue d'améliorer le revenu des populations à faible revenu pour la période allant de mars à juin 2009 ;

- 8- Vu la mauvaise campagne de pastèques cette année et compte tenu de l'importance de plus en plus grande que revêt cette culture dans l'amélioration des revenus du monde rural, le SAP recommande que l'activité bénéficie d'un encadrement adéquat et des intrants pour la prochaine campagne.

- 9- Au vu du déficit notoire en pâturages dans le Gourma des régions de Tombouctou et Gao qui sont des zones de pâturages de saison chaude pour de très nombreux troupeaux autochtones et de ceux en provenance des régions et pays limitrophes, le groupe SAP recommande vivement que l'aliment de complément du bétail soit rendu disponible dans les cercles de Gourma-Rharous, Gao, Ansongo, Bourem, Ménaka et au niveau de Kidal ville.

- 10- Cette année, des inondations ont engendré par endroits des dégâts matériels importants voire des pertes en vie humaine mais n'ont pas directement hypothéqué la sécurité alimentaire conjoncturelle des populations touchées dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Kidal. Toutefois, elles ont engendré des baisses de revenus ou induit des dépenses inhabituelles pour les ménages affectés. A ce titre, il est recommandé aux différents partenaires de soutenir les actions de réhabilitation des infrastructures détruites pour sécuriser les populations et la priorité doit être accordée aux infrastructures publiques de base (ponts, barrages, routes, puits, école,...).

- 11- Du fait de l'endémicité des acridiens et aux constats des dégâts des sautériaux durant cette campagne encore dans le Sahel occidental et sur le plateau Dogon, le groupe national SAP recommande des appuis en FFW pour des opérations de déterrement d'oothèques dans ces aires d'infestation et partout où des pontes de sautériaux sont avérées.

- 12- Dans le cadre de la nutrition, les études récentes ont abouti à des taux de malnutrition en général situés au dessus des seuils d'alerte pour les différents types de malnutrition. Pour rompre avec cette situation de précarité nutritionnelle aux conséquences très néfastes, le groupe national SAP recommande au Gouvernement et aux différents partenaires impliqués dont entre autres l'UNICEF, le PAM, HKI, la Société Civile (ONGs...) la poursuite et l'intensification des activités d'appui à la nutrition à travers le pays.

- 13- La poursuite et le renforcement des différentes opérations, VCT (vivres contre travail), VCF (vivres contre formation) et appui aux cantines scolaires et à la scolarisation des filles, sont recommandés particulièrement dans les communes en difficultés économiques.

4. Mesures prises par l'état en 2009 pour le renforcement de la production agricole

L'initiative riz se poursuivra en 2009. Elle sera étendue à d'autres cultures comme le maïs et le blé. Des actions de soutien de l'Etat seraient également prévues pour la production du coton.